

La politique américaine et son histoire : un déni constant de la loi internationale

De la guerre comme politique étrangère des États-Unis, de Noam Chomsky, traduit de l'anglais (américain) par Frédéric Cotton, Agone/Comeau & Nadeau, 208 p.

Michel van Schendel

Numéro 182, janvier–février 2002

URI : <https://id.erudit.org/iderudit/17869ac>

[Aller au sommaire du numéro](#)

Éditeur(s)

Spirale magazine culturel inc.

ISSN

0225-9044 (imprimé)

1923-3213 (numérique)

[Découvrir la revue](#)

Citer cet article

van Schendel, M. (2002). La politique américaine et son histoire : un déni constant de la loi internationale / *De la guerre comme politique étrangère des États-Unis*, de Noam Chomsky, traduit de l'anglais (américain) par Frédéric Cotton, Agone/Comeau & Nadeau, 208 p. *Spirale*, (182), 17–19.

LA POLITIQUE AMÉRICAINE ET SON HISTOIRE : UN DÉNI CONSTANT DE LA LOI INTERNATIONALE

DE LA GUERRE COMME POLITIQUE ÉTRANGÈRE DES ÉTATS-UNIS de Noam Chomsky

Traduit de l'anglais (américain) par Frédéric Cotton, Agone/Comeau & Nadeau, 208 p.

On peut se demander si les commentateurs et les médias savent ce qu'ils font lorsqu'ils présentent la version USA-OTAN comme le reflet exact des faits. Elle deviendra les faits du simple fait de la répartition des pouvoirs et du désir qu'ont les élites intellectuelles de s'y conformer fidèlement.

Noam Chomsky

Contemplons-la, la « justice sans limites » au xx^e siècle : des civils mourant de faim en attendant d'être tués.

Arundhati Roy

LE LIVRE de Noam Chomsky arrive à point nommé. Les circonstances immédiates l'entourent. Mais il les précède et permet de les comprendre. Deux petits éditeurs, l'un de Marseille, l'autre de Montréal, ont eu l'intelligence, pour l'éveil d'un public francophone élargi, d'en publier ensemble la traduction au début de 2001. Ce public repère depuis longtemps l'identité du grand théoricien de la linguistique générative. Mais Jean Bricmont a raison de rappeler en préface que le lecteur de langue française a peu accès à la pensée politique dérangeante du même Chomsky, serait-ce pour la triste raison que l'appareil éditorial et ses intellectuels médiatiques la tiennent en discrédit. Aux États-Unis bien sûr, en France aussi, et dans tout l'Occident une fois de plus subjugué, le discrédit frappe un intellectuel américain qui a, lui, l'un des seuls, le courage de montrer le hideux visage de la politique américaine.

Voici un recueil de textes et interventions jalonnant quinze années d'un combat intellectuel et politique pour la méthode, c'est-à-dire pour l'établissement des faits de vérité. Il ne s'agit pas d'un tableau, mais d'une somme d'analyses. La guerre américaine au Vietnam, la guerre américaine en Irak, la guerre USA-OTAN en Yougoslavie, les massacres américains ou stipendiés par les Américains en Indonésie, au Laos, au Cambodge, au Guatemala, à Saint-Domingue, au Salvador, au Chili, en Argentine, le soutien financier et militaire des États-Unis aux ravages de l'expansionnisme sud-africain du temps de l'apartheid, les centaines de milliers et les millions de tués, les économies périphériques durablement dévastées par le minage, les bombes,

la défoliation, la famine organisée, ce sont d'innombrables guerres, et des milliers de kilomètres de morts et de ruines, mais c'est aussi une politique articulée sur un discours en trompe-l'œil dont, pourtant, la grossière logique dévoile les failles. Ces guerres, cette politique, ce discours se tiennent ainsi ensemble d'une idéologie, du moins de ce que Chomsky entend par un tel mot. Sans le dire explicitement, ce cartésien rapporte la définition de l'« idéologie » à celle de l'idée manifeste — position qu'auraient approuvée les premiers concepteurs du terme au début du xix^e siècle, Destutt de Tracy et Cabanis, cartésiens par excellence. On objecterait que si l'idéologie était d'une si affleurante clarté, les seuls moyens d'une logique de l'implication et de la présupposition suffiraient à la remarquer. De fait, dans l'analyse politique, Chomsky agit comme dans une grammaire naturelle des idées, en logicien de la phrase. Il reste donc un linguiste, bien que l'enquête réclame une recherche documentaire différente et puisse requérir, au nom de l'efficacité, une orientation polémique de soulignement. Il le sait, il s'en sert, il connaît les limites, il a la compétence.

Est-ce parce que le décalage entre la réalité archivée de la politique américaine et le répertoire de ses hypocrisies justificatives paraîtrait d'une brutale évidence si les journaux et les intellectuels en livraient l'information? En l'espèce, en tout cas, la méthode de Chomsky est probante. Elle ne le serait peut-être pas autant à l'égard des anciens impérialismes britannique et français, de leur histoire, de la variété de leurs procédés, de leurs ressorts idéologiques parfois discrets — bien qu'ils aient indiqué la voie de la scélérateuse. Il faudrait une définition plus fine de l'idéologie, arme autrement redoutable de la société civile. Mais l'impérialisme américain est, en un sens, l'héritier de l'impérialisme allemand qui a culminé avec le nazisme. Un héritier énorme, monstrueux, terrifiant. La grossièreté des pouvoirs et de leurs alibis moraux ou idéels s'accommode ici de notions rudimentaires. Même violence délibérée, même mépris des lois internationales, même politique du chiffon de papier, même insolence dans la prétention de supériorité, même recours systématique aux moyens hors droit de la terreur d'État, même cyn-

nisme dans le traitement des droits de l'homme que l'on dit prôner et que l'on aide à détruire. « Plus les droits de l'homme sont bafoués, plus notre aide est importante », constate Chomsky après deux autres chercheurs américains, Lars Schoultz et Edward Herman. Même orientation « géopolitique » que l'Allemagne des 11^e et 11^e Reichs, mais sévissant cette fois à l'échelle du monde entier. La référence à l'Allemagne n'est pas de Chomsky, elle est la mienne. Cette image d'histoire n'est toutefois pas outrancière. La démonstration de notre auteur décline des axes qui l'intègrent volontiers.

Quelques exemples, quelques faits. En 1964, les États-Unis appuyent le coup d'État militaire au Brésil, le président Lyndon Johnson prenant ainsi « la responsabilité d'instaurer le premier État de type nazi, fondé sur la sécurité nationale en Amérique latine et doté de moyens de torture d'un haut niveau technologique ». Chomsky en fait l'observation et cite Lincoln Gordon, à l'époque ambassadeur américain à Brasilia, qui qualifia le coup d'État d'« unique victoire importante de la liberté en ce tournant du xx^e siècle ». Le même ambassadeur considérait le nouveau régime des généraux putschistes comme « pleinement démocratique, [...] le meilleur gouvernement que le Brésil ait jamais eu ».

La constance d'une politique du crime

Dix ans plus tôt, en 1954, en même temps qu'ils renversaient par la force le régime réformiste de Jacobo Arbenz au Guatemala, les États-Unis de John Foster Dulles avaient réussi à rendre inopérants les Accords de Genève qui mettaient fin à la « sale guerre » de la France au Vietnam. Ils installèrent un régime terroriste à Saïgon et autorisèrent la suspension des élections prévues par les accords. Au bout de quelques années, en 1961-1962, la résistance des Viêt-congs croissant à mesure qu'augmentait la répression, Kennedy lança une nouvelle guerre au Sud-Vietnam. Le pilonnage intensif, la défoliation des régions agricoles, les « hameaux stratégiques » ou camps de concentration ne suffirent pas. En 1965, les troupes américaines commencèrent à débarquer. Elles arrivèrent de plus en plus nombreuses, tandis que redoublaient les bombardements, sur le Nord — pour la première fois

depuis 1954 — et surtout sur le Sud. Quand la guerre s'acheva en 1975, après dix ans d'intervention au sol, les massacres américains se chiffraient par quelque trois millions de morts au Vietnam et un million d'autres au Laos et au Cambodge (ne sont pas comptés les millions de Cambodgiens tués par les Khmers rouges, qui auront l'appui du Département d'État). Pour les États-Unis, ce fut une défaite militaire mais, estime Chomsky, une victoire politique à long terme. Les objectifs initiaux étaient en effet atteints : si les ressources de l'Indochine n'intéressaient pas les maîtres de l'économie américaine, un développement socio-économique réussi des pays de la région aurait risqué de devenir un modèle pour toute l'Asie du Sud-Est. Cela était désormais impossible pour très longtemps.

Se rappelle-t-on que, en 1986, la Cour internationale de justice avait condamné les États-Unis pour « usage illégal de la force » au Nicaragua? Les journaux ne publièrent pas les termes exacts du jugement, ils se contentèrent de le discréditer, ils y réussirent. « *Le Congrès, alors dominé par les démocrates, vota aussitôt de nouveaux fonds destinés à intensifier cet "usage illégal de la force"* », nous rappelle Chomsky. Et il ne fallait surtout pas négocier. George Schultz, secrétaire d'État de Reagan, avait d'ailleurs expliqué en avril de la même année que le mot « *négociation est un euphémisme qui signifie capitulation si l'ombre du pouvoir ne plane pas sur le tapis vert* ». Le président George Bush, le père, lui fera écho en 1990 : « *Je ne m'excuserai jamais au nom des États-Unis. Je me moque des faits.* » Des faits et, parmi les faits, des lois. Il s'est moqué des lois.

Il s'en est moqué en Irak, et depuis dix ans, depuis la Guerre du Golfe, les administrations successives de Clinton et de Bush fils ont continué de s'en moquer. Aucune des résolutions du Conseil de sécurité des Nations unies ne les a au-

torisées à user de la force de leur propre chef, même pas en 1998, après l'accord intervenu entre Kofi Annan et Saddam Hussein. Le Conseil de sécurité des Nations unies ratifia l'accord et rejeta la proposition anglo-américaine de permettre l'usage de la force en cas de non-respect. Même l'ambassadeur britannique auprès des Nations unies reconnut que la résolution ne permettait pas aux États-Unis et à la Grande-Bretagne d'attaquer l'Irak si ce pays empêchait la poursuite des enquêtes sur son armement. Mais l'ambassadeur américain Bill Richardson assura, contre la lettre même du texte, que celui-ci « *n'excluait pas l'usage unilatéral de la force* » et que les États-Unis se réservaient le droit d'attaquer quand ils le désireraient. On connaît les débuts, et on connaît la suite. On sait aussi, ou l'on peut savoir, que « *la destruction des infrastructures et l'interdiction d'importer ce qui permettrait de les remettre en état sont à l'origine de nombreuses maladies, de la malnutrition et ont provoqué des morts prématurées en très grand nombre* », écrit Chomsky. Une enquête de l'ONU a établi que 567 000 enfants d'Irak en sont morts en 1995.

Les faux-semblants de la liberté

Des justifications sont dès lors sollicitées. Elles me paraissent de deux ordres. Les unes sont morales, essentiellement à usage interne, utiles à une propagande de masse pour l'entretien des réflexes conditionnés à une conviction primaire, et se prêtent à un traitement assimilable à de la publicité commerciale de bas niveau : la référence incessante à Dieu ponctuant le prêche des politiciens, le manichéisme du Bien et du Mal et l'appartenance des Américains au Bien, l'ennemi représentant « l'Empire du Mal », forment l'un des éléments peu nombreux de ce lan-

gage rudimentaire — mieux : de ce *basic language* — qui susciterait la risée s'il n'était mis au service de projets monstrueux. Les autres justifications courantes insistent à se présenter comme des concepts. On les croirait reliées à une pensée stratégique. Ce n'est qu'une illusion. Elles ne sont pas sérieuses du tout, en tant qu'idées, et ne résistent pas à un premier examen. Elles ne sont de fait que l'autre volet d'une propagande grasse, à côté de la bondieuserie. À ce titre, elles ne laissent pas d'inquiéter. On devrait les considérer comme des idéologèmes structurant la pensée officielle. Telles se situent les interprétations officielles des notions d'agression et de légitime défense.

Il y avait eu la théorie des dominos de Dulles et la notion de *containment*. Dans les années 1960, le secrétaire d'État Adlai Stevenson inventa, lui, les fumées de l'« *agression intérieure* ». Cela signifie, à l'époque de la guerre du Vietnam, que « *les Vietnamiens nous agressent, nous et nos clients, sur le territoire même du Vietnam* », comme l'écrit Chomsky. Évidemment, cette agression interne est inspirée par un ennemi qui, d'aventure, est externe. Alors, interne ou externe? L'ennemi, dans ces années-là, avait la figure du communisme. « *Mais comment faisons-nous lorsqu'il n'était pas question de se défendre contre les bolcheviques?* » Rien de plus simple : quand Wilson, au début du siècle, envoyait les soldats américains en Haïti, il protégeait les États-Unis, pas les Noirs, contre les Huns... Vingt ans après Adlai Stevenson, en 1986, l'administration Reagan ajouta un autre adjectif au mot « *agression*. » Lorsqu'elle ordonna le bombardement des villes libyennes, elle osa prétendre à une « *légitime défense contre une agression future* ». Cette référence à la légitime défense n'était pas la première et n'a pas été la dernière. Mais toutes celles qui continuent de



Colonnade I de D. Hausmann, 2000

DR

meubler le répertoire des justifications officielles américaines se ramènent à une seule et unique interprétation frauduleuse de la notion.

La notion de légitime défense est juridique. Elle excipe du Droit de la guerre, en ce sens qu'elle en est une exception. Contrairement à l'image qui vient de l'association des mots « droit » et « guerre », le Droit de la guerre n'est pas une permission de la guerre, il en signifie au contraire l'intolérabilité, sauf dans certains cas qui, dès lors, doivent être contenus à l'intérieur de limites étroites. Les cas de principe concernent la position de celui qui est attaqué. Peut-il, pour se défendre, contre-attaquer ? Le Droit des gens, depuis les Lumières du XVIII^e siècle, lui reconnaît le droit de se défendre si la défense est légitime, la légitimité dépendant de la question de savoir si la défense est une réponse proportionnée à une attaque préalable. Il faut une antériorité de l'attaque ou de ses plans, et il faut par conséquent poser les conditions d'une évaluation stricte des droits de réponse à l'attaque. L'article 51 de la Charte des Nations unies reconnaît le droit à la légitime défense des États et l'entoure de conditions qui, à défaut d'être strictes, n'habilitent certainement pas une évaluation hors droit de la situation d'agressé. Or, depuis cinquante-six ans, depuis la signature de la Charte, aucun gouvernement américain n'a jamais accepté autre chose que le droit absolu à la primauté de sa propre interprétation. On en ferait ainsi la traduction : la puissance agressive s'estime agressée quand elle rencontre un obstacle dans son entreprise de domination. Et la domination vise le « grand domaine » mondial, autre terme du lexique de Washington, mais il s'agit cette fois d'un terme moins public,

George Kennan avait compris et transposé en quelques prescriptions l'unité de la politique

étrangère américaine. Directeur de la planification politique au Département d'État à la fin des années 1940, Kennan avait la réputation d'un « libéral » humaniste (au sens américain, orienté à gauche), ce qui lui valut d'être inquiété par les maccarthystes qui le contraignirent à la démission. Il n'en avait pas moins défini avec cynisme, dans un document longtemps resté secret, les axes de développement selon lui souhaitables de la stratégie internationale de son pays. Chomsky en cite des extraits : « Avec seulement 6,3 % de la population mondiale, nous représentons près de 50 % de la richesse mondiale. [...] Dans cette situation, il est impossible que nous n'éveillions pas l'envie et le ressentiment. Notre tâche principale, dans les années à venir, est de mettre en place un système de relations internationales qui nous permette de maintenir ce déséquilibre. [...] Nous devrions cesser d'évoquer des principes aussi irréalistes et flous que les droits de l'homme, l'amélioration du niveau de vie et la démocratisation. Le jour n'est pas loin où nous allons devoir nous positionner en termes de rapport de force pur. »

Les États-Unis pris au piège de leurs propres créatures

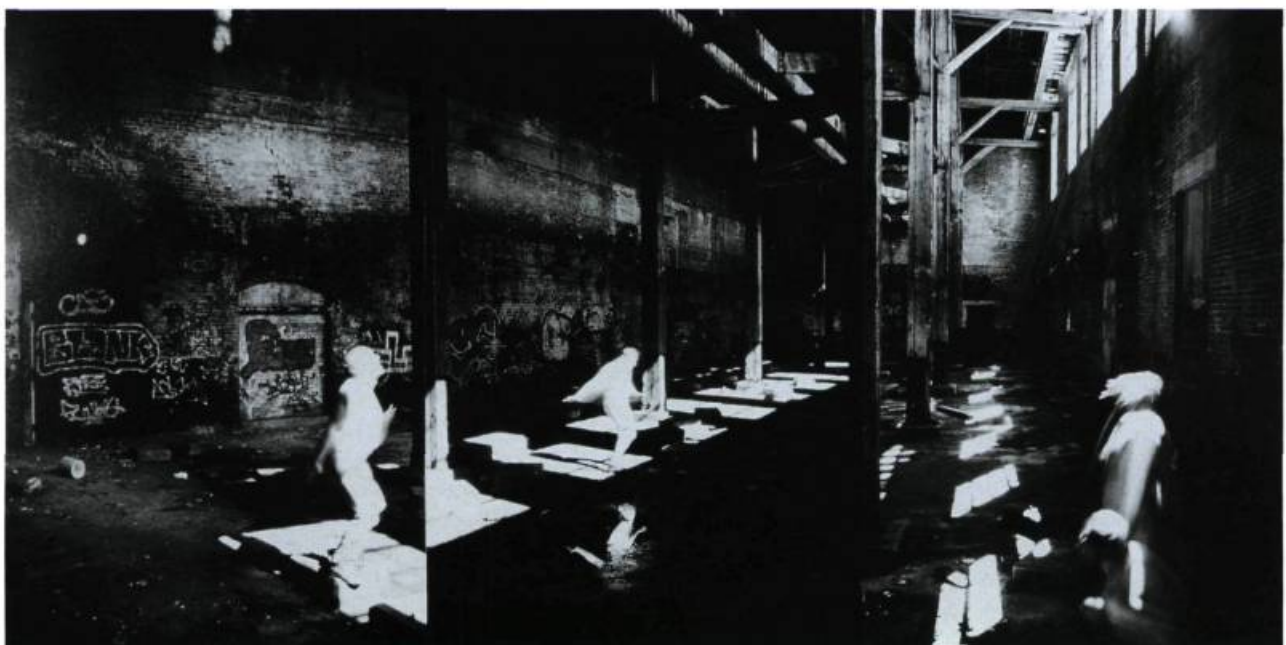
Les choses sont saillantes. Le livre de Chomsky en confirme l'histoire, mais il en instruit l'intelligibilité. Recueil d'articles écrits et publiés bien avant les terribles événements du 11 septembre, il en éclaire après coup les tenants et aboutissants. Chacun peut les lire en perspective. Ce serait l'objet d'un autre article. Quelques lignes l'introduiraient. Les voici.

Une politique américaine de domination a formé, aidé, aguerri des dictateurs (Saddam Hussein, ancien atout maître du jeu américain au Proche-Orient). Une politique américaine

d'exclusion qu'une idéologie intégriste amplifiée a formé, conseillé, financé, armé des agents secrets fondamentalistes importants dans la bataille pour la domination de l'Asie centrale, région stratégique essentielle (le riche Oussama Ben Laden, ancien agent de la CIA recruté par George Bush père au temps de la lutte contre l'Union soviétique). Les dirigeants américains ont formé leurs doubles et leur ont donné les moyens d'une puissance de contrainte que ces créatures ont toute raison, aujourd'hui, de retourner contre leurs anciens créateurs. Les deux fondamentalismes, les deux aventurismes se rejoignent en s'opposant. D'une horrible manière, le théocrate massacreur Ben Laden fournit même à l'ancien gouverneur bourreau du Texas l'occasion qui manquait à celui-ci pour relancer l'offensive de mainmise sur l'Asie centrale et le Proche-Orient. Les similitudes sont en haut. Elles s'arrêtent là. En bas, du côté des victimes, rien jamais ne confondra les cinq mille innocents brûlés et soufflés dans l'effondrement du World Trade Center et les 16 000 Indiens de Bhopal tués en 1984 par une fuite de gaz due à la méprisante négligence de l'Union Carbide et de son président américain, Warren Anderson. Ces seize mille fantômes de l'Inde représentent les nombreuses populations du monde qui ont connu tous les sévices de l'exploitation, et ils conservent par-delà la mort ce sens-là. Les cinq mille disparus de New York et Washington ne représentent pas leurs patrons, mais il est choquant qu'ils aient été victimes d'une bataille d'incendiaires à laquelle leur mort ne change rien.

Michel van Schendel

1. C'est-à-dire à des quasi-arguments récurrents et tautologiques (ce qui correspond à une autre conception de l'idéologique).



Columnated Ruins Domino de D. Hausmann, 2000

DR